



Liminaire CSA FS du 28 septembre 2023

Monsieur le Président de la Formation spécialisée,

La DGFIP a eu le droit à son feuilleton médiatique pendant cet été 2023. Malheureusement ce n'était pas son heure de gloire mais plutôt un fiasco comme Solidaires Finances Publiques l'avait présagé. En effet Solidaires Finances Publiques a signalé très tôt les difficultés du développement de GMBI. Ces reports successifs et bugs multiples n'ont fait que ternir l'image de l'administration qui se disait exemplaire en matière d' e-administration et n'a fait que conforter notre position sur ce développement excessif avec des moyens dégradés depuis des années. Mais le clap de fin de ce feuilleton n'est pas pour tout de suite. Ainsi les effets en cascade vont engendrer une campagne d'avis qui risque d'être complexe en termes d'accueil, de contentieux mais aussi d'effet de bord sur la fiscalité locale.

Après le « farniente » estival, les agent·e·s de la DGFIP sont confronté·e·s à deux constats préoccupants :

- tout d'abord, comme tous les salarié·e·s nous subissons une dégradation majeure de notre pouvoir d'achat avec des revalorisations faibles par rapport à une inflation galopante. Cette urgence doit déboucher sur de réelles réponses tant au niveau Fonction Publique, qu'au niveau ministériel et à la DGFIP. Ces réponses doivent être sonnantes et trébuchantes et nous rejetons toute idée de rémunération au mérite dont le ministre de la Fonction publique semble vouloir faire l'alpha et l'oméga d'un projet de loi en cours d'élaboration. Ainsi, nous invitons l'ensemble des personnels à signer massivement la pétition intersyndicale « *Nous sommes la DGFIP* » : « *reconnaître l'engagement des personnels de la DGFIP est une urgence. Elle passe par une revalorisation pérenne et immédiate de la rémunération pour tous* ». Nous les invitons tout autant à débattre de l'appel à mobilisation nationale et local lancé par les intersyndicales pour le 13 octobre prochain.

- ensuite la dégradation du « sens au travail » est manifeste. Si les services « tiennent » face aux difficultés, ce n'est que grâce à l'implication et au sens du service public des agent·e·s.

Cette dynamique vertueuse, point fort et historique de notre administration, trouve ses limites depuis quelque temps avec le constat d'un écoëurement des plus ancien·e·s et des nouvelles et nouveaux qui ne voient pas quel intérêt leur travail peut leur procurer tant celui-ci a été morcelé et industrialisé. Cette dégradation ne cesse de nous inquiéter : charges de travail, urgences perpétuelles, perte de sens du travail, travail routinier et par listes, applications informatiques défaillantes, départ de « sachant·e·s » ou encore gestion du télétravail génèrent de multiples tensions dans les services. Nous sommes ainsi particulièrement inquiets, après le fiasco GMBI, de la campagne de recouvrement et des sollicitations prévisibles (flux dans les accueils, sollicitations téléphoniques et mails, réclamations) pour les SIP , CDIF et CC .

A la lecture des fiches de signalement, il est plus que jamais urgent de redonner une vraie place à l'accueil du public avant l'arrivée d'un nouveau drame. Donnons aux usagères et usagers la possibilité de rencontrer des agents expérimentés, techniciens et connaissant parfaitement la matière fiscale sur des horaires libres accessibles à tous. Car pour Solidaires, nous sommes lors de cette FS à 19 fiches de signalement et environ 50 % de celles-ci sont liées à la difficulté pour l'utilisateur d'accéder à un accueil physique ce qui provoque de l'énervement et des incivilités.

Lors du CSA FS du 25 mai dernier, vous avez indiqué que l'absence de locaux syndicaux dans les plans serait examinée lors du prochain CSA FS, Solidaires constate malheureusement mais avait peu d'espérance qu'aucune information concernant ces locaux ne figure dans les documents transmis.

Dans le cadre du développement doux est-il possible de proposer une ou des sessions de formation pour la prévention du risque routier à vélo dans le cadre du budget de la FS en lien avec EcoFip.

Nous constatons également malgré nos différentes interventions que les deux exercices annuels d'évacuation incendie ne sont pas réalisés dans tous les sites (notamment rapport visite ISST à Barentin) pour diverses raisons. Solidaires souhaiterait obtenir lors de la prochaine FS un état des lieux des exercices d'évacuation réalisés ou non réalisés par site en 2023 et si cela n'a pas été réalisé pour quelle raison. Le risque incendie fait partie des risques professionnels comme nous le montre l'incendie du Centre des finances publiques de Vernon en Juin dernier.

Merci de votre attention,